NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

61 N° 7 1934

La tragédie de l'église évangélique. III. Une dictature ecclésiastique.

Pierre DELATTRE

p. 700 - 722

https://www.nrt.be/fr/articles/la-tragedie-de-l-eglise-evangelique-iii-une-dictature-ecclesiastique-3713

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

La tragédie de l'église évangélique

(Suite)

III. Une dictature ecclésiastique.

Ecclésiastique depuis longtemps égaré dans l'entourage immédiat d'Adolf Hitler, âme de politicien beaucoup plus que d'apôtre, l'aumônier militaire Ludwig Müller n'avait aspiré au poste suprême dans l'Église évangélique qu'en vue de procéder, dans le domaine des confessions, à la même mise au pas nationale socialiste que ses camarades laïcs sur les autres terrains culturels. Comme il était l'ami personnel du chancelier, il n'avait eu, pour devenir candidat à l'évêché d'Empire, qu'à se déclarer « protecteur officiel du mouvement des Chrétiens allemands », qu'à se laisser chaperonner par le jeune et bouillant Hossenfelder. Un moment, von Bodelschwing, candidat de l'opposition, l'avait dépassé dans la course, mais aussitôt Gœring, ministre-président de Prusse, Rust, ministre des Cultes, Jäger surtout, directeur des Affaires ecclésiastiques, étaient intervenus. Tout alors était rentré dans l'ordre et, dans les derniers jours de septembre, au milieu d'un délire d'acclamations, les Chrétiens allemands l'avaient élu, à Wittenberg, évêque suprême d'une Église allemande évangélique unifiée. Heureux et fier, Müller n'attendait plus que d'être intronisé solennellement à Berlin.

Or, voici que maintenant, avec une soudaineté déconcertante, la fortune se retournait contre les Chrétiens allemands. Coup sur coup l'écroulement du tout puissant Hossenfelder s'accusait de façon plus retentissante. Démissionné du Ministère ecclésiastique, le jeune pasteur avait dû, presque aussitôt après, abandonner la direction du mouvement des Chrétiens allemands ; bientôt on apprenait qu'il résignait même les fonctions épiscopales que, au titre de vicaire de l'évêque

d'Empire il exerçait dans le Brandeburg. Sa disgrâce était complète. Mais elle s'accompagnait, fait autrement inquiétant, de divisions parmi les Chrétiens allemands qui menaçaient de conduire le mouvement à la catastrophe. Encore quelques jours, et le *Sonntagsgruss*, journal dominical des Communautés rhénano-westphaliennes, pourrait écrire : « Le Wurtemberg est totalement perdu ; la Bavière aussi ; la Thuringe également. Chez nous, en Rhénanie, les pays du Rhin moyen ont brisé avec les Chrétiens allemands ; le Haut-Rhin multiplie les protestations ; dans la Ruhr, le synode d'Essen, le plus considérable de tous, ne compte plus un pasteur inscrit parmi les Chrétiens allemands. Les groupes locaux se dissolvent ; les personnalités influentes quittent le mouvement ».

L'émotion provoquée par le silence d'Hossenfelder, le 13 novembre, à la manifestation du Palais des Sports, était sans doute la cause occasionnelle, apparente, de cet effondrement : en réalité, l'abus de la politique surtout avait porté au mouvement le coup mortel. Dans une Église où les principes d'autorité et d'unité, loin de trouver leurs fondements dans la doctrine, apparaissent au contraire opposés à l'enseignement des Pères de la Réforme et à toutes les traditions, aucun autre moyen cependant ne s'offrait pour les imposer que le recours à l'idée nationale socialiste. Que l'opposition, dans l'Église, surgît principalement de milieux très authentiquement nationaux socialistes, rien ne prouvait mieux les contradictions qui séparent les deux mouvements. Dans les sphères gouvernementales on n'en reprochait pas moins aux Chrétiens allemands d'avoir, depuis des mois, abusé de leur toute puissance sans donner la preuve de leurs capacités à régénérer l'Église. L'évêque d'Empire, compromis par ses alliances trop étroites avec les principaux chefs des Chrétiens allemands, privé désormais de l'appui du mouvement à la dérive, combattu personnellement par presque toute l'Église évangélique, n'allait-il pas être entraîné dans la débâcle ? Le Notbund s'en flattait. D'heure en heure il attendait l'événement.

Rien pourtant n'était plus éloigné de l'esprit de Müller que

l'idée d'une capitulation. Pénétré de l'idée nationale socialiste, formé, par le milieu où s'écoulait son existence, à la conception hitlérienne du chef et du droit, il demeurait résolu à opérer dans l'Église la même révolution qui s'était faite dans l'État, à briser par conséquent toutes les résistances par la force. Repoussant donc à la fois l'ultimatum du Notbund et les candidats que, conformément à la Constitution, la Conférence épiscopale lui proposait, l'évêque d'Empire, fort de sa seule autorité, choisit, fin novembre, les nouveaux ministres parmi des personnalités de troisième rang. Le 8 décembre, sans prendre non plus avis de personne dans l'Église — à quoi l'obligeait pourtant la Constitution votée en juin — il faisait suivre cette marque d'indépendance d'un acte plus significatif encore : d'accord avec Baldur von Schirach, chef de la Jeunesse hitlérienne, il publiait le communiqué suivant : « Les tractations concernant l'incorporation de la jeunesse confessionnelle évangélique dans les cadres de la Jeunesse hitlérienne touchent à leur fin. Pour éviter toute nouvelle complication du problème, il est désormais interdit à toutes les unions, associations, groupements de jeunes évangéliques de modifier en quoi que ce soit l'état de choses présent ». En conséquence, le 21 décembre, la Jeunesse hitlérienne prenait partout possession des maisons, biens, archives, des Jeunesses évangéliques, et Müller en donnait avis au chancelier dans un bulletin de victoire qui s'achève par ces mots : « Dieu bénisse en cette heure notre peuple et notre Église. Que sa sainte Parole fortifie l'éducation nationale socialiste de la jeunesse qui monte ».

Des protestations s'élevant de toutes parts, l'évêque d'Empire, sans aucunement s'en soucier, précisait quelques jours plus tard en ces termes la convention passée entre lui et l'État : « Tout évangélique en dessous de 18 ans est tenu de se faire inscrire dans l'organisation hitlérienne de jeunesse répondant à son sexe. Les associations évangéliques et hitlériennes continueront d'exister parallèlement, mais 1° : personne ne pourra faire partie des premières sans être en même temps inscrit dans les secondes; 2° : les associations évangéliques ne

s'occuperont que d'enseignement religieux; toute activité sportive, toute initiation civique et politique sont exclusivement réservées aux organisations hitlériennes; 3° : le signe distinctif du jeune évangélique est désormais l'uniforme du jeune hitlérien; 4° : les associations évangéliques disposeront de leur jeunesse deux dimanches par mois et deux après-midi par semaine. Des permissions spéciales seront accordées aux époques des missions populaires ». Soulignant ensuite triomphalement les conséquences de ce décret qui incorporait de force dans les « Jeunesses laïques » 7 à 800.000 jeunes gens et jeunes filles croyantes, l'évêque d'Empire déclarait : « Par cet acte, l'Église évangélique reconnaît à l'État national socialiste et à la Jeunesse hitlérienne en qui s'incarne l'idée nouvelle de l'État le droit exclusif de donner à la jeunesse allemande une même et identique éducation ». Pour les pasteurs, qui, par expérience, savent l'importance pour l'Église des unions confessionnelles de jeunesse, le coup était des plus rudes.

Entre-temps d'ailleurs, d'autres mesures non moins arbitraires avaient encore contribué à soulever le clergé. Évoquant à son tribunal tous les conflits personnels de caractère politico-ecclésiastique, Müller, le 8 décembre, constituait à Berlin une Commission dont les membres, nommés par lui, n'étaient tenus que par les prescriptions qu'il édictait. Une seconde loi interdisait à tout ecclésiastique de se marier sans une autorisation spéciale de l'évêque d'Empire; stipulait que personne ne pourrait exercer désormais un emploi quelconque dans l'Église s'il ne s'engageait à « se soumettre aux Ordonnances qui règlent la vie de l'Église allemande évangélique, à se dévouer au service du peuple allemand, à obéir aux autorités préposées par Dieu à sa direction »; conférait juridiction à un tribunal ecclésiastique pour déplacer, révoquer, mettre à la retraite les curés sous réserve d'appel au Ministère ecclésiastique. Enfin une troisième loi prescrivait la fusion des petites Églises de pays par les soins du Ministère ecclésiastique ou de ses fondés de pouvoirs.

Que de telles mesures, en opposition radicale avec la Cons-

titution aussi bien qu'avec les habitudes et les libertés séculaires des Églises évangéliques, exaspérassent le monde ecclésiastique, il est à peine utile de le remarquer. Dès le milieu de décembre, les évêques luthériens, à leur tête Mahrarens de Hanovre, un des principaux auteurs de la Constitution de juin, Schöffel de Hamburg, membre du premier Ministère ecclésiastique, Meiser de Bavière, Wurm de Wurtemberg, concluent une alliance avec les représentants des Communautés réformées de Rhénanie et Westphalie fédérées sous la présidence du Dr Koch, et le Notbund maintenant fort de 6.000 pasteurs que dirige un commandant de sous-marin de la grande guerre devenu pasteur, Niemöller. Quinze jours plus tard les délégués de l'Union réunis à Wurzburg qualifient « illégal et sans valeur » le contrat passé à leur insu entre Müller et Baldur von Schirach, prennent sous leur protection les unions paroissiales de jeunesse, et adressent à l'évêque d'Empire un ultimatum : « Avant le 2 janvier Müller doit constituer, conformément à la Constitution, un Ministère régulier dont la Conférence lui désigne les membres, et régler par une loi, d'accord avec ce Ministère, la situation légale d'un vicaire suppléant, délégué général de l'évêque d'Empire. Dans le cas où satisfaction ne leur serait pas donnée, les évêques se déclarent impuissants à couvrir devant leurs Communautés le Gouvernement ecclésiastique d'Empire ». A Berlin-Dahlem, devant une assemblée qu'aucune église évangélique n'a plus vue peut-être depuis Luther, le pasteur Niemöller, au nom du Notbund, refuse solennellement d'obéir à Müller « fléau de l'église du Christ ». Le désarroi dans l'Église évangélique est alors complet. Toute l'Allemagne du sud et de l'ouest, clergés et communautés, est acquise à l'opposition; dans plusieurs pays du centre et du nord, il n'existe plus ni consistoire ni évêque : personne ne sait plus qui gouverne l'Église; dans les provinces de la Vieille Prusse, la confusion n'est pas moindre car aux évêques, créatures des Chrétiens allemands et nommés par Müller, clergés et communautés ont fait savoir officiellement qu'ils ne les reconnaissent pas comme leurs chefs

spirituels. Les 3 et 4 janvier, 500 représentants de 170 communautés calvinistes de Westphalie, prédicants et anciens, théologiens ou simples laïcs, se rassemblent à Barmen en « synode libre » sous la présidence du professeur Karl Barth. En vain la presse garde-t-elle sur toutes ces manifestations un silence de mort : dans la seconde quinzaine de décembre il est *partout notoire* que Müller a *contre lui tous* les évêques étrangers à la Prusse, exception faite de Kiel et Dresde. Au « Pfarrerbund » chaque jour apporte des adhésions par centaines; du clergé l'esprit de rébellion gagne les fidèles ; dans les villes et les campagnes l'action du Notbund se développe comme une grandiose mission populaire; les églises se remplissent, et c'est bien maintenant du Christ, de l'Église, du prix des âmes, qu'on y discourt.

A la différence du mouvement des Chrétiens allemands, il faut y insister une fois encore, l'opposition ne s'inspire en effet d'aucune préoccupation politique. Ralliés au nouvel État, franchement nationaux socialistes pour la plupart, évêques et pasteurs aspirent à une rénovation intérieure de l'Église évangélique et, pour la réaliser, ils ont fait dès le début sincèrement confiance au régime nouveau. « L'Église dans l'État mais l'Église libre. L'ordre et la discipline à l'intérieur d'une Église moins morcelée mais dans le cadre des lois ecclésiastiques et dans l'esprit de l'Évangile. Une réforme sérieuse du personnel et des méthodes d'évangélisation mais dans le sens des Pères de la Réformation » : tel est le programme ; la fatalité voulait que, sur presque tous les points, il se trouvât en contradiction avec l'action de l'évêque d'Empire et des Chrétiens allemands. Dans la même mesure où ils demeurent étrangers à la politique, évêques, pasteurs, fidèles, tous estiment donc la présence de Müller à la tête de l'Église, un obstacle insurmontable à ce renouvellement. En fait, c'est bien à lui d'abord, sinon à lui seul, qu'ils en veulent.

Réduit à capituler ou, pour gouverner l'Église contre la grande majorité du clergé et des évêques, à s'appuyer sur les évêques de Saxe, de Brunswick, de Schleswig-Holstein, Chrétiens alle-

mands d'opinions très radicales, Müller hésite un instant. Échappant à ses conseillers il court à Hanovre, quelques jours avant Noël, consulter celui-là même qu'il a supplanté à la tête de l'Église évangélique : von Bodelschwing. Il en reçoit le conseil de faire droit aux revendications des chefs de l'Église. Mais rentré à Berlin, Müller s'obstine. National socialiste convaincu, *il est persuadé que seul le chef crée le droit parce que seul il* sait ce qui est utile au peuple. Excommunié par l'opposition, déjà publiquement démissionné par le Notbund, Müller sait ne pouvoir rien attendre que de lui-même : soutenu par la police secrète prussienne, il gouvernera plutôt sans Ministère. Le 4 janvier, sous couvert d' « assurer le respect de la Constitution et de restaurer l'ordre dans l'Église », il publie donc un décret-loi qui soumet l'Église évangélique au régime de l'état de siège et de la dictature ecclésiastique. « Toute critique, publique ou privée, orale ou écrite, sous quelque forme qu'elle s'exprime, du gouvernement de l'Église et de ses décrets, est rigoureusement interdite. Les contrevenants seront frappés immédiatement de suspension d'office, en attendant des peines disciplinaires plus graves. La loi du 16 novembre, qui suspendait provisoirement l'application dans l'Église du paragraphe interdisant les fonctions publiques à tout allemand non purement aryen, ainsi que la loi du 8 décembre accordant aux pasteurs déplacés ou révoqués le bénéfice d'un droit d'appel, sont toutes deux rapportées ». Ainsi armé, confiant dans la collaboration des évêques de la Vieille Prusse, Müller se croit sûr d'écraser l'opposition. Un vent de Kulturkampf souffle alors à travers toute la Prusse évangélique. Dans tous les temples des agents de la police secrète en civil surveillent la prédication des pasteurs. Superintendants, curés, vicaires, sont privés de traitements, déplacés, suspendus d'office, mis à la retraite.

Peine perdue d'ailleurs car l'opposition se sent assez forte pour soutenir la lutte. Dix mille curés sur 14.000 en fonctions dans l'Église évangélique apportent maintenant au Notbund leur adhésion; les évêques non plus ne semblent pas disposés à capituler. Le dimanche 7 janvier, dans près de deux mille chaires,

les pasteurs donnent lecture d'une vigoureuse protestation où l'évêque d'Empire est dénoncé comme ébranlant dans ses fondements l'Église et la foi dans le Christ; à Berlin de grandioses manifestations s'organisent pour le lendemain dans dix églises. Presqu'en même temps, en Bavière et Wurtemberg, les évêques font savoir que leurs églises refusent d'accepter le décret du 4 janvier qu'elles considèrent comme rendu en violation positive de la Constitution; le même jour, Weber, représentant des réformés dans le Ministère ecclésiastique, démissionne, et il est aussitôt suivi dans sa retraite par ses deux collègues. Le 11 janvier, pour la quatrième fois en moins de six mois, l'évêque d'Empire se trouve sans Ministère. Le 20, Meiser de Bavière, Mahrarens de Hanovre, d'autres également, protestent à nouveau contre les décrets du 4 janvier, Contre les membres du Notbund, dont il connaît le loyalisme envers l'État national socialiste, qu'il sait ne s'inspirer, dans leur résistance, que de convictions religieuses, et qui, somme toute, ne réclament que la démission de Müller, le chancelier Hitler persiste à refuser le recours à la violence. Le 18 janvier encore, il enjoint au Dr Frick, ministre de l'Intérieur de l'empire, de rappeler à tous les hauts fonctionnaires du pays ses instructions du 1er décembre. « Le conflit est d'ordre purement religieux; pas d'immixtion de l'État ». Préoccupé cependant de cette agitation dont l'écho, malgré le silence gardé par la presse et la vigilance exercée par son entourage, lui parvient très atténué, il témoigne de son mécontentement en refusant l'audience que l'évêque d'Empire sollicite, et il presse le Dr Frick, évangélique croyant, de ramener la paix dans l'Église sur la base d'un compromis. Le Dr Frick alors convoque à Berlin, pour le 25 janvier, une sorte de concile...

Au jour et à l'heure fixés, sept délégués des Chrétiens allemands parmi lesquels l'évêque de Dresde Coch et les professeurs Fezer de Tubinge et Beyer de Greifswald, et sept délégués de l'opposition dont les évêques Mahrarens, Schöffel, Meiser, Wurm, ainsi que Niemöller, chef du Notbund, se présentent à la chancellerie d'empire. Jäger naturellement accompagne

Müller qu'escortent également les juristes Koopmann et Werner. Soudain Hitler paraît, suivi d'un état-major imposant : Gœring, Frick, Rudolf Hess, etc... Presqu'aussitôt le ministre président de Prusse prend la parole. S'adressant au chancelier, il lui donne lecture d'un téléphone, que la police secrète vient de saisir. Il y a une demi-heure à peine le pasteur Niemöller, *ici présent, s'exprimait en ces termes* : « *Toutes nos mines sont* placées; le mémoire (qui doit provoquer la déposition de Müller) a été remis au président d'Empire. Les affaires sont en bonne voie. Avant même que ne s'ouvrent les négociations politico-ecclésiastiques, le chancelier sera convoqué chez le président d'empire qui lui administrera l'extrême-onction ». A ces mots, racontait à Leipzig, le 1er février suivant, l'évêque de Dresde Coch, Hitler éclata de fureur. Marchant droit sur Niemöller, il l'invective sur sa « politique d'escalier de service »... Convaincus que le chef du Notbund va être arrêté sur place, tous les membres de l'opposition tremblent pour leur propre sécurité. Mais le chancelier, se dominant, reprend : « Je ne vous ferai rien; vous n'êtes pas capable de m'offenser... » Et comme Niemöller riposte que seules l'existence de l'Église et la foi en Jésus-Christ constituant l'enjeu de la lutte actuelle, il n'a jamais eu d'autre but que le bien du peuple allemand et du Troisième Empire, Hitler l'interrompt par ces mots : « Le Troisième Empire est mon affaire; laissez-en-moi le soin et les soucis ». Le même jour, Niemöller est révoqué par l'évêque d'Empire. Compromis par leurs relations avec le chef du Notbund, tremblant d'être entraînés dans sa disgrâce, les évêques, avertis d'ailleurs par Hitler que l'État supprimera aux Églises tout subside si l'ordre et la paix ne sont pas rétablis, rompent aussitôt avec l'opposition. Deux jours plus tard (27 janvier), dans une déclaration collective qui va pour longtemps déconcerter l'opinion maintenue dans l'ignorance de ces événements, ils s'affirment pleinement d'accord avec l'évêque d'Empire. En pleine tempête, le vent tournait subitement en faveur de Müller.

Stimulé par un conseiller radical dont il vient de faire un

évêque, Oberheid; par Gœring, ministre président de Prusse, Rust et Jäger respectivement ministre des Cultes et directeur des Affaires ecclésiastiques, l'évêque d'Empire ne perd pas une heure pour mettre à la voile. Le soir même du 27 janvier, se prévalant de sa prérogative d'évêque d'Empire, il s'empare de tous les pouvoirs exercés par le Sénat, les Consistoires, les divers organes ecclésiastiques dans l'église de la Vieille Prusse, c'est-à-dire dans les provinces qui formaient avant 1866 le royaume des Hohenzollern. Sur toute la Prusse s'abat aussitôt une rafale de décrets qui déplacent, suspendent, révoquent. Dans le Notbund, la terreur creuse des vides profonds; en Wurtemberg même, le 8 février il se dissout, tandis que, sous l'impulsion dictatoriale du Dr Kinder, vice-président du Consistoire de Schleswig-Holstein, une des rares églises demeurées fidèles à Müller, les Chrétiens allemands réagissent partout énergiquement. Le 23 février Müller se décide à reconstituer le Ministère ecclésiastique, mais, défi nouveau jeté à l'opposition, dans ce ministère, trois curés sont appelés à représenter les trois églises luthérienne, réformée, unie, au simple titre de secrétaires, sans plus aucun droit de s'intituler « ministres ».

Traquée sans pitié, il s'en faut cependant et de beaucoup que l'opposition désarme. Müller ayant donné un successeur à Niemöller révoqué, la communauté de Dalhem-Berlin fait savoir au nouveau pasteur qu'elle n'a pas besoin de ses services, et dans son église, devant des assemblées où le rang social des auditeurs relève singulièrement l'énergie de la protestation, l'ancien commandant de sous-marin continue de prêcher. De leur côté, les curés mis à la retraite ou privés de traitement multiplient devant les tribunaux de l'empire les appels d'abus contre les mesures prises en violation évidente de la Constitution. Les opposants étant en forte majorité connus pour leur loyalisme, il n'est pas douteux que prochainement les tribunaux se prononceront contre Müller. Les évêques, maintenant remis de leurs émotions du 27 janvier, relèvent la tête. Bientôt Mahrarens, dans un document adressé à toute l'église de Hanovre pour demander des prières à l'occasion du temps de la Passion,

exprimera ouvertement ses regrets : « Bien des maux, écrira-t-il, seront pour notre Église le châtiment de ce que, les mois derniers, nous avons faibli et répondu : oui, là où nous devions dire : non ». A mesure que le conflit s'aggrave, la situation devient plus critique pour Müller parce qu'aux fidèles l'indépendance spirituelle de l'Église, la liberté des consciences, la foi dans le Christ apparaissent chaque jour plus clairement l'enjeu véritable de la résistance.

L'évêque d'Empire cependant, l'oreille toujours ouverte aux conseils de violence, oubliait le décret qu'en décembre il avait rendu pour arracher enfin l'Église à la politique. Le 28 février, revenant aux Chrétiens allemands, il leur promet, au cours d'une manifestation organisée à Berlin au Palais des Sports, de « lutter avec eux sans se donner de repos jusqu'à ce que toutes les églises soient aux mains des nationaux socialistes, jusqu'à ce que, au pied des chaires, ne soient assis que des nationaux socialistes ». Maintenant résolu à conduire à fond l'offensive contre l'opposition, il bouleverse, le 2 mars, par simple décret, la constitution de l'église allemande évangélique. L'Église sera désormais administrée, sous la direction d'un évêque d'Empire en même temps évêque de Prusse, par les organes de l'Église de la Vieille Prusse. Le synode national, où toutes les églises étaient représentées, est dissous; le Ministère, ramené au rôle de conseil privé, perd tout caractère d'indépendance à l'égard de l'évêque d'Empire. Les synodes généraux et les sénats d'église disparaissent; tous les organes des églises provinciales, amoindris, sont transformés. A côté de l'évêque d'Empire il n'existera plus désormais qu'un synode prussien formé des 18 membres — tous Chrétiens allemands — élus par l'Église de Vieille Prusse au synode national et que l'évêque de Prusse et d'Empire se réserve de porter à trente. Les décisions prises par ce synode prussien vaudront pour toute l'Église allemande évangélique. Dans les provinces, le principe du chef prévaut désormais aussi bien qu'à la tête de l'Église : près des évêques, désignés par l'évêque d'Empire, siégeront encore des synodes mais, purement consultatifs, composés pour moitié de laïcs et de membres

désignés pour un tiers par l'évêque, ils constitueront de simples Conseils privés. Dans l'esprit de Müller ce premier décret, qui établit définitivement l'autocratie ecclésiastique, doit au reste se doubler, à brève échéance, d'un second qui organisera la profession ecclésiastique en corporation de droit public, et l'incorporera dans la Constitution du troisième Empire comme le Front du travail et la Chambre culturelle. Ce jour-là, évêques, pasteurs, fonctionnaires, tous, dans toutes les églises de l'empire, seront à sa merci.

Sa résolution de mâter l'opposition par la force, Müller l'affirme de toutes manières. Assisté de l'évêque Oberheid, qu'il vient de nommer, non pas Vicaire général mais « chef d'état-major » de l'Église évangélique, il fauche sans arrêt dans le champ du personnel : superintendants, curés, vicaires, réduit les traitements ecclésiastiques, expédie partout, à la place des révoqués, des Chrétiens allemands de convictions nationales socialistes éprouvées et d'allure militaire, dépose des évêques, comme Beye de Brunswick, six semaines seulement après les avoir installés solennellement (20 janvier), remplace à Brême et à Hamburg les évêques par les *Gauleiter* ou préfets régionaux des Chrétiens allemands, nomme évêque à Berlin un ancien officier, Eckert, si peu doué pour la parole qu'il n'a jamais osé monter en chaire, mais qui par contre, prévôt de Brandeburg, s'est distingué en frappant par douzaines ses confrères de peines disciplinaires. Préoccupé de n'avoir plus dans l'Église que des fonctionnaires nationaux socialistes, il va jusqu'à supprimer les séminaires évangéliques, fait trier les étudiants qui, l'examen de maturité passé, demandent à fréquenter les facultés de théologie, et ramène leur pourcentage de 60 % à 6 %. Aux communautés il enjoint d'avoir à se séparer des pasteurs en rébellion et, pour s'assurer qu'il sera obéi, fait conférer par Jäger à quelques-uns de leurs successeurs le caractère et les pouvoirs de commissaires d'État. Dans toute l'étendue de l'ancien royaume de Prusse, l'Église évangélique, désorganisée, divisée, est ébranlée jusque dans ses fondements : « Jamais, depuis la guerre de Trente

ans, écrit un historien, l'Allemagne n'a traversé une crise religieuse de cette violence ».

Les calvinistes cependant, déjà portés par toutes leurs traditions religieuses à considérer toute Église édifiée sur les évêques comme plus destructive de la Réforme que conforme aux idées des Pères du XVIe siècle, avaient immédiatement répondu au décret de mars en intensifiant le mouvement des « synodes libres ». Réunis une première fois à Barmen, en janvier, puis de nouveau en février, pasteurs et anciens s'étaient prononcés contre la conception d'Église propagée par les Chrétiens allemands. En février, le synode luthérien de Barmen avait expressément souscrit aux déclarations du calviniste Karl Barth, professeur réputé de la Faculté de théologie de Bonn, qui, le premier, en 1933, avait osé engager la lutte théologique contre les Chrétiens allemands. Entre luthériens et calvinistes l'union s'était faite sur ce terrain : l'Église ne peut pas être épiscopalienne. Dès que fut connu le décret qui établissait dans l'Église la dictature de l'évêque d'Empire, les églises réformées des provinces de l'ouest refusèrent de dissoudre leurs synodes provinciaux. De Westphalie l'agitation gagna le Brunswick et la Saxe. Chaque jour l'opposition se prononça plus violemment contre l'évêque d'Empire. Les protestants les plus sérieux se demandaient maintenant « où était l'Église de Dieu ? »

Le 2 avril, un des laïcs les plus en vue pour ses services rendus à l'Église, le baron von Pechmann, longtemps (1924-1930) président du Congrès des Églises, rompt ouvertement avec l'Église officielle. « Vous savez, écrit-il à Müller, que j'ai toujours, mais en vain, protesté contre l'introduction de la violence dans l'Église. L'heure est venue d'aller plus avant et, brisant avec une Église qui a cessé d'être une Église, de protester plus énergiquement encore contre l'intégration croissante du national socialisme dans l'Église au détriment de son essence même. J'ai tardé le plus longtemps que j'ai pu avant de faire cette démarche douloureuse : je ne puis plus hésiter davantage. Si vous voulez ruiner tout ce que, depuis quatre cents ans,

nous avons gagné dans le domaine de l'union religieuse, vous n'avez qu'à continuer à bâtir votre Église unique. D'autant plus d'unité, d'autant moins d'union.... » Passant de mains en mains, cet écrit fait partout une impression profonde. Autour des chaires de pasteurs en rupture avec l'évêque d'Empire, se rassemblent des milliers de fidèles. Les réunions de synodes libres donnent occasion à de grandioses manifestations religieuses. L'un après l'autre, des groupes de plusieurs milliers de fidèles quittent l'Église officielle. Il semble qu'à tous l'Église apparaît comme un dôme tout près de s'écrouler. Le 8 avril, à Dahlem-Berlin, Niemöller, révoqué depuis le 1er mars et remplacé dans son poste par un Commissaire d'État, remonte dans sa chaire, et l'évêque d'Empire n'ose intervenir. A Dortmund, 20.000 évangéliques acclament von Bodelschwing à qui, quelques jours plus tard, Müller, en un langage beaucoup plus militaire qu'évangélique, répond, dans la même salle, devant une assemblée de 18.000 Chrétiens allemands. En Bavière, l'église luthérienne publie un manifeste signé de l'évêque Meiser et des présidents de toutes les institutions officielles : synode du pays, conseil d'église, commission synodale; dans le système épiscopal, tel qu'il évolue sous l'impulsion de Müller, elle dénonce une violation de la Confession d'Augsburg, et demande si, finalement, on ne va pas aboutir à la constitution d'une papauté évangélique ? En Wurtemberg, où la masse du clergé renouvelle sa confiance à l'évêque Wurm, les Chrétiens allemands, qui ont réussi à s'introduire en majorité dans la commission des finances, refusent à l'évêque de voter le budget de l'Église, et le *Statthalter* d'Empire se voit forcé d'appeler Müller à l'aide. Müller accourt à Stuttgart, escorté de Jäger. Mais Wurm, contestant la compétence de l'évêque d'Empire, refuse de comparaître devant lui, et, au cours d'un office religieux, déclare solennellement qu'il ne s'inclinera pas devant un décret de révocation. Le dimanche suivant, 22 avril, tous les opposants du sud favorables à Wurm se réunissent en synode à Ulm. Toute la semaine : à Berlin le 13 avril, à Stuttgart le 14, à

Osnabrück le 18, les synodes ont fulminé, dénonçant le domaine des croyances comme l'objet principal du conflit.

En Westphalie si nombreuses sont maintenant les communautés dissidentes, si vigoureux le mouvement synodal qu'une nouvelle Église semble en voie de se constituer à côté de l'Église allemande évangélique. Partout un bruit étrange commence aussi de s'accréditer, que Rome tarde à démentir : 600 pasteurs auraient écrit au Vatican pour demander d'être reçus dans l'Église catholique...! Que faut-il en croire? Nul ne se prononce dans les bulletins religieux, réformés ou luthériens, mais dans le monde des fidèles partout une même impression se dégage : on marche vers des schismes où ne sombrera pas seulement l'Église d'Empire, mais toute religion; en plein congrès ecclésiastique de Gelsenkirchen le préfet du gouvernement, Matthai, n'a-t-il pas osé déclarer, au début d'avril, « si les Églises ne parviennent pas à s'entendre, le national socialisme saura trouver en lui-même les moyens d'empêcher que le peuple allemand ne soit de nouveau déchiré par des oppositions confessionnelles ».

Müller cependant ne s'émouvait pas outre mesure. Au début de la Semaine sainte (fin mars), saisissant l'occasion du vendredi saint, il adresse à tout le clergé un message d'apaisement : « Je m'adresse tout d'abord, disait-il, à ceux qui se sont mis le plus violemment en opposition avec le chef actuel de l'Église allemande évangélique, à ceux qui déclarent que l'obéissance due à Dieu exige qu'on désobéisse à l'évêque d'Empire. Je les invite à rentrer en eux-mêmes et à se demander aux pieds du Crucifié si de tels propos sont vraiment permis... Volontiers, nous envisagerions la possibilité d'une amnistie si nous avions la moindre garantie qu'elle procurerait l'apaisement. Mais à considérer les méthodes de combats employées par les adversaires de l'autorité, nous sommes malheureusement convaincus qu'une telle mesure les provoquera seulement à reprendre aussitôt la lutte par tous les moyens possibles... Il ne s'agit pas en réalité de choisir entre deux directions... L'ordre dans l'Église est seul en jeu... J'ai

cependant prié les membres du Ministère ecclésiastique de s'entendre avec les évêques, et ceux-ci de voir s'il n'est pas possible de réintégrer dans le service un certain nombre de ceux qui ont été frappés de peines disciplinaires. Nous leur demanderons seulement de s'engager à mettre toutes leurs forces au service de leur communauté, à concentrer leur activité sur la prédication, à s'abstenir de toute action politique... » Mais si mince est désormais le prestige de Müller, si minime la confiance qu'il inspire, qu'en Saxe, sur 141 pasteurs frappés, trois seulement, chargés de familles, consentent à souscrire l'engagement demandé. L'envoi du message d'ailleurs n'a nullement interrompu l'action menée contre les pasteurs et les organes des églises qu'on prétend réduire à l'obéissance : en offrant la paix sur les bases d'une capitulation sans phrases, Müller n'entendait pas céder : on allait sans tarder en avoir la preuve.

Sollicité depuis longtemps par Jäger, directeur des Affaires ecclésiastiques au ministère prussien et membre influent du Conseil directeur du parti national socialiste, de l'agréger au Ministère ecclésiastique, comme juriste de l'Église allemande évangélique, Müller s'était toujours refusé à une telle concession. Après Hossenfelder, Jäger était sans doute l'homme qui l'avait le plus aidé à conquérir le rang suprême dans l'Église puisque c'était devant Jäger, commissaire d'État à l'Église évangélique, que Bodelschwing, en juin, avait dû se retirer, mais Jäger était à peine chrétien. Comme Krause, il avait, par ses propos sur le Christ nordique, scandalisé toute l'Église. En outre, directeur des Affaires ecclésiastiques au ministère des cultes en même temps que membre du Ministère ecclésiastique, comment Jäger pourrait-il soutenir que l'Église allemande évangélique n'était pas ramenée au rang d'institution d'État ? Maintenant cependant, dans le gouvernement de la Prusse, Goering, Rust, Rudolf Hess, les autres chefs du parti, ne dissimulaient plus à Müller ni leur mécontentement du tumulte développé dans l'Empire et des tensions provoquées dans le parti par le monde clérical, ni leurs

inquiétudes relativement à l'effet qu'allaient produire les sentences des tribunaux en faveur des ecclésiastiques frappés par l'évêque. Quelles que fussent les idées du parti sur l'autorité du chef et le droit lui-même, il restait incontestable que, pour l'opinion publique, la plupart des décrets de Müller étaient anticonstitutionnels, et donc illégaux. A braver les jugements des tribunaux l'évêque d'Empire ne pouvait que compromettre davantage encore devant le pays le prestige du parti. A toute force, il devait remettre à un juriste éprouvé le soin d'imposer rapidement une solution. Dans la première semaine d'avril, Müller cédait donc, et Jäger entrait au ministère. Maintenu dans ses emplois il ferait le lien entre l'Église, l'État, le parti. Son rôle serait de rétablir l'ordre dans l'Église sans s'immiscer dans aucune question théologique.

La désignation de Jäger comme juriste de l'Église à peine connue, l'opposition comprit que le conflit entre elle et l'évêque d'Empire devenait une « affaire d'État ». Ou bien Müller allait sans tarder payer de son poste les mesures arbitraires accumulées depuis six mois, ou bien le Kulturkampf se poursuivrait avec de bien autres armes que par le passé. L'atmosphère était donc lourde de méfiance quand, le 13 avril, l'opposition prit connaissance du nouveau message de paix que Müller et son ministère adressaient à l'Église allemande évangélique. Visiblement inspiré par Jäger puisque, pour la première fois depuis quatre mois, l'évêque agissait en collaboration avec un ministère, le document semblait vouloir, par le retrait des décrets de janvier, mettre un terme à la dictature instaurée dans l'église. A n'en pas douter Müller et Jäger recherchaient une détente momentanée. Mais dans quel but? Instinctivement dans le Notbund on songea aux actions entreprises devant les tribunaux... En outre, il était vraiment surprenant que, sans apporter aux deux cents victimes de l'arbitraire épiscopal autre chose que de vagues espoirs d'amnistie individuelle, la loi ne revînt pas non plus sur l'introduction dans l'Église du paragraphe aryen si contraire à l'esprit du christianisme? Le 21 avril un nouveau décret

paraissait. Il enlevait à l'évêque Oberheid son titre de chef d'état-major de l'Église allemande évangélique, instituait un vicaire général, réformait l'administration centrale où deux sections sur trois devaient être désormais dirigées par des évêques, et confiait à Jäger la délégation générale de l'évêque d'Empire pour toutes les affaires politico-ecclésiastiques. L'intervention de Jäger réussirait-elle à sauver l'église allemande évangélique sans sacrifier Müller ? La question était sur toutes les lèvres.

Momentanément épargnés par le Kulturkampf, les catholiques, aussi bien que les luthériens et les réformés, se demandaient depuis longtemps quel intérêt le parti, et surtout le chancelier, trouvaient à soutenir contre presque toute l'Église un homme dont la moitié de ses partisans contestaient au même degré les capacités de chef et les convictions religieuses ? Dans une manifestation des Chrétiens allemands à Weimar l'évêque Sasse de Thuringe se chargea sur ces entrefaites de donner une réponse à ces questions. « La lutte à laquelle nous assistons, disait-il, sera poursuivie jusqu'à ce qu'elle apporte la solution indispensable au bien du peuple allemand. Cette solution ne peut être que l'établissement solide d'une Église unique, que nous, Chrétiens allemands, nous appelons l'Église, nationale, allemande, chrétienne. Aussi longtemps que deux confessions se partageront le peuple allemand, il ne peut pas être question d'unité ecclésiastique. Mais l'Idée-Force du national socialisme ouvrira la brèche et saura réaliser cette unité. Le chancelier a fait à l'Église évangélique le grand honneur de s'appuyer sur elle. Pourquoi ? Et pourquoi, lui catholique, n'a-t-il pas fait appel à l'Église catholique ? C'est parce qu'il attribue au protestantisme une valeur exceptionnelle pour la rénovation du peuple allemand... » Un seul État, une seule Église; et que, comme l'État, cette Église, officielle, nécessaire, soit vraiment nationale, allemande, chrétienne, mais chrétienne au sens positif défini par Rosenberg, tel est le programme des nationaux socialistes. Petits bourgeois, issus de classes moyennes, ayant jusqu'à la superstition foi en la valeur décisive de l'organisation mais n'attachant aux questions

dogmatiques aucune importance, les chefs nationaux socialistes posent en principe que l'État-Total sera réalisé le jour seulement où, dans sa vie religieuse aussi bien qu'économique, tout citoyen dépendra absolument des pouvoirs publics. Fonder une opposition à quelque institution nationale que ce soit sur de prétendues « libertés de consciences », c'est contester du même coup le droit exclusif de la Weltanschauung à créer l'unité d'âme allemande, c'est presque se rendre coupable d'un crime de lèse-État. Plus qu'aucun autre chrétien allemand Müller était l'homme de ces idées; il n'en fallait pas davantage pour le confirmer en grâce aux yeux des hommes d'État nationaux socialistes.

Dans l'intrusion de Jäger au ministère, le Notbund n'avait donc vu, dès le premier jour, qu'un stimulant à poursuivre la lutte avec plus d'acharnement que jamais. Le 4 mai, l'*Union confessionnelle de l'Église évangélique allemande* — c'est le nom qu'avaient pris les synodes libres de Westphalie et des provinces rhénanes — publie un manifeste, véritable mise en accusation de l'évêque d'Empire. « Le conflit qui depuis longtemps trouble l'Église, disait l'art. I, met en danger l'union nationale. La loi du 13 avril 1934, loin de porter remède au mal, n'a fait que l'aggraver. Aucun compromis n'est possible entre les Chrétiens allemands et l'Église confessionnelle, entre un parti de violences, aussi peu ecclésiastique dans ses procédés que dans son inspiration, et une Église résolue à se renouveler elle-même intérieurement. Le gouvernement actuel de l'Église d'Empire trouble la paix : 1° parce que, ne pouvant faire appel à la confiance, il procède par violence; 2° parce qu'il substitue partout le bon plaisir à la loi; 3° parce que, au lieu de s'en prendre aux ennemis de l'Église, c'est l'Église elle-même qu'il persécute. Les conditions du rétablissement de la paix ne peuvent être que les suivantes : 1° la Constitution de l'Église allemande évangélique sera rétablie et personne ne pourra imposer, par des décrets-lois, des principes contraires à son développement naturel; 2° tous les décrets et lois rendus par l'évêque d'Empire et le gouvernement de l'Église en violation

des droits seront retirés; 3° toutes les mesures vexatoires seront annulées; il n'appartiendra qu'à l'État de décider des cas où lui-même est en droit de se plaindre; 4° l'interdiction faite à l'État et au parti d'intervenir dans les conflits d'ordre purement ecclésiastique doit être strictement observée ». Mais de Berlin, sans tarder, arrive la réponse. Réuni sous la présidence de l'évêque Eckert, le synode officiel de Brandeburg, après avoir salué, dans l'État national socialiste, l'instrument du Tout Puissant, dénonce à l'unanimité comme ennemis du Führer et l'un des plus graves dangers pour l'unité de l'État et de la Nation, les curés et laïcs qui, en dehors de l'Église légale et contre elle, s'organisent en synodes libres.

A tout observateur attentif cependant il devient évident que, dans le conflit qui divise l'Église évangélique, le facteur dominant est de moins en moins l'antagonisme des chefs, de plus en plus un mouvement religieux qui se développe dans les masses. Gagnés par la conviction qu'il ne s'agit plus seulement de l'Église évangélique mais du premier commandement même de Dieu; répétant avec Niemöller : « il y va du Christianisme tout court »; les fidèles confondent maintenant les Chrétiens allemands du Dr Kinder avec les Croyants allemands du professeur Hauer. Kinder s'en plaint amèrement. En lutte ouverte avec ce « petit groupe de païens appliqués à prêcher une religion incompréhensible fondée sur le sang et la race », il estime que la Conférence d'Ulm (22 avril), ayant marqué le domaine des croyances comme le point douloureux du conflit, un terrain de discussion et de rapprochement peut être trouvé, et, dans un écrit adressé aux évêques de Bavière et Wurtemberg, il propose la réunion à Erlangen, forteresse séculaire du pur luthéranisme, d'une conférence théologique. Désavoué par son propre parti aussi peu préoccupé de doctrines qu'il met davantage sa confiance dans l'organisation, Kinder cède le pas à Jäger, et le 10 mai le directeur des affaires ecclésiastiques au ministère des cultes convoque une « commission de revision de la Constitution », tandis que, à Essen, Müller, dans un grand discours, répond à la campagne de synodes qui, dans tout l'Em-

pire, prépare la constitution d'une Contre-Église, qu'une loi contraindra bientôt toutes les Églises à fusionner effectivement.

A cette heure même en effet, sous l'impulsion du Notbund, les synodes libres se multipliaient. La Thuringe, pays d'élection des Chrétiens allemands, puis la Saxe, s'étant à leur tour donné des synodes libres, on en comptait maintenant dans l'Empire presque autant que d'Églises de pays avant l'avènement du national socialisme. A Berlin, le 11 mai, dans un synode évangélique libre pour la Vieille Marche, Jacobi, curé révoqué de l'église votive Kaiser Wilhelm, reproche en termes violents aux Chrétiens allemands de « pécher contre le premier commandement » — « Je puis citer, poursuivait-il, beaucoup de pasteurs qui placent maintenant l'image d'Hitler sur l'autel. C'est un outrage à Dieu... » Un conseiller à la cour d'Empire, Flor, énumérant les libertés prises dans l'Église par l'évêque d'Empire, démontre sans peine à l'assemblée que Müller est autrement omnipotent que le Pape de Rome; le comte Arnim enfin, membre du synode libre de Brandeburg, force la police à disperser l'assemblée en lui démontrant « qu'aucun droit n'existe plus dans l'Église évangélique, qu'on n'y peut même plus parler d'ordre... » Que le projet se réalise maintenant de réunir en synode national les délégués de tous ces synodes libres; que ce synode adopte la Constitution de juin 1933 et se donne un évêque d'Empire, et, en face de l'Église officielle dépourvue de fidèles, sinon d'adhérents, aussi bien qu'édifiée sur un ensemble de décrets et de lois anticonstitutionnels, une Église allemande évangélique libre se dressera vers laquelle vraisemblablement les croyants se porteront en masse.

Mais avant de voir se lever ce jour les évangéliques auront à soutenir des luttes plus ardentes encore que par le passé. Au moment où force nous est de mettre un point final à cette étude, un nouveau dictateur, un laïc cette fois, entre en scène. Dédaignant de contresigner plus longtemps les actes de l'évêque d'Empire, Jäger se pose maintenant en *Rechtswalter* — quelque chose comme *Définiteur du Droit* — de l'Église allemande évangélique, et il tire de sa serviette directoriale une nouvelle

Constitution probablement préparée depuis longtemps. Mais Jäger, directeur des Affaires ecclésiastiques au ministère prussien n'est qu'un subordonné de Rust, ministre des Cultes, en Prusse d'abord et depuis quelques semaines pour tout l'Empire; et Rust lui-même est l'homme de Goering. Comme l'Église catholique au temps du joséphisme, l'Église évangélique devient donc Église d'État; elle passe sous la coupe du pouvoir civil. Si on veut bien se rappeler le rôle de Goering, le 25 janvier dernier, et considérer que, depuis la récente réforme administrative, le général ministre président est surtout le chef de la police secrète, on comprendra quelle puissance occulte va prendre en mains les affaires de l'Église évangélique.

Sans tenir aucun compte des coutumes et traditions des Églises de pays issues de l'époque dynastique, sans se préoccuper davantage des engagements pris en juin 1933 à l'égard de ces Églises, de respecter leur existence et leurs formulaires de croyances, Jäger transporte l'Église allemande évangélique unifiée dans les cadres de l'État, et il la divise simplement en *Gaue* ou départements. Sans doute promet-il encore de respecter les formulaires de croyance, mais s'il peut y avoir des *Églises* confessionnelles, qui oserait parler de formulaires de foi *départementaux?* Chaque Gau ou département aura son synode élu d'après les méthodes nationales socialistes, et chacun sait, par les dernières élections, ce que le régime entend par là. Toute réunion d'autre synode est interdite. Les Églises de l'Allemagne du sud résisteront-elles ? Ce n'est pas vraisemblable. L'Église de Wurtemberg qui a remis récemment à l'État national socialiste tous ses biens est absolument dépendante des autorités officielles; quant à la Bavière, il suffit de rappeler l'attitude du pays à l'avènement du régime national socialiste pour conclure qu'elle capitulera sans condition.

En présence de ce Kulturkampf évangélique, quelle est l'attitude des catholiques allemands ?

Il n'est pas vrai que les catholiques, tel le troisième larron du proverbe, voient d'un cœur léger l'Église évangélique s'effondrer dans l'État et probablement se dissoudre. Les vrais

fidèles au contraire éprouvent dans l'ensemble une profonde sympathie pour leurs « frères séparés » persécutés dans leur liberté de conscience. Que les évangéliques soient en grande partie responsables — par haine du catholicisme — de l'échec du chancelier Bruning et par conséquent de l'avènement du national socialisme, il n'est personne qui le conteste : l'Église évangélique expie donc en vérité ses propres fautes. Mais l'ampleur et le caractère de l'expiation dépassent de trop loin le châtiment salutaire pour que les catholiques n'en soient pas eux-mêmes affectés. De ce Kulturkampf qui tend à incorporer l'Église évangélique dans l'État et à la domestiquer comme le fut jadis l'Église constitutionnelle en notre pays, le but d'ailleurs n'est pas seulement d'établir en Allemagne l'unité des Églises issues de la Réforme : il est aussi certainement de préparer l'éviction du Catholicisme pour réaliser l'unité de religion. L'accent que, dans leurs discours, les orateurs du parti mettent sur l'importance prépondérante de la Weltanschauung dans la révolution qui s'opère, n'éclairerait-il pas la route que les déclarations multipliées en ce sens ne pourraient laisser aucun doute.

Quelles que soient les prétentions des Croyants allemands à s'ériger en troisième confession pour supplanter l'évangélisme aussi bien que le catholicisme, la faveur dont jouit dans les milieux gouvernementaux ce mouvement de paganisme germanique, le nombre des adhérents qui lui viennent de tous les milieux jadis libres-penseurs, il semble vrai encore que l'État national socialiste veuille une Religion, une Église, un Christianisme. Mais son *Christianisme positif*, défini par Rosenberg n'est pas seulement une caricature, une déformation du Christianisme des évangéliques aussi bien que des catholiques, il est tout l'opposé du Christianisme tout court. Soumise au régime dictatorial d'une Église d'État unique qui s'inspirerait de ce christianisme positif, l'Allemagne, devenue un Empire sans religion ni morale, constituerait vite pour l'Europe un danger encore plus redoutable, pensons-nous, que la Russie bolchévique.

Pierre DELATTRE.